

VOYAGE AU PAYS DES JOUETS

SOMMAIRE

Page 1 :

Voyage au pays des jouets

Pages 2-3 :

Les Français choisiraient la consommation éthique

L'industrie du jouet mondialisée

Plus vite, moins cher, plus de profits, moins de sécurité...

Des ordres de grandeur

Le marché du jouet en France

Une organisation pyramidale

Des certifications contestables

Page 4 :

Solidarité avec « C'est pas du jeu ! »

Des campagnes, des résultats

Faut-il boycotter les grandes marques de jouets ?

Peuples Solidaire et Sacom

Pour en savoir plus et soutenir la campagne

Bulletin d'abonnement à In Magazine



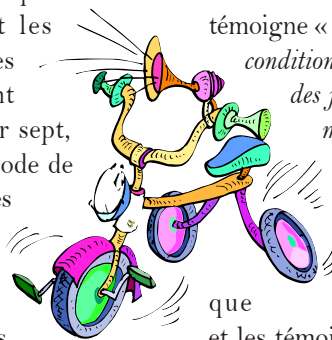
Alors que le commerce des jouets bat son plein, une pensée pour les ouvriers et les ouvrières qui les fabriquent s'impose. Voyage en Chine, au pays des jouets, avec l'association Peuples solidaires.

80 % des jouets vendus dans le monde sont produits en Chine où la liberté syndicale est inexistante et où des travailleurs pauvres sont contraints d'accepter des conditions de travail et de vie indécentes. Les femmes qui travaillent dans les usines de jouets ruinent leur santé au travail, respirent des produits toxiques, multiplient les heures supplémentaires forcées et sous-rémunérées, travaillent de nuit, jusqu'à sept jours sur sept, douze heures par jour en période de pointe. Leurs droits sont bafoués quotidiennement.

80 % de la main d'œuvre de l'industrie du jouet en Chine est composée de femmes migrantes âgées de quinze à trente ans. Les usines profitent de cette main d'œuvre

bon marché et facilement exploitable pour limiter leurs dépenses. Elles s'appuient sur une construction sociale des sexes inégalitaire, où les femmes ont moins accès à l'éducation et peuvent donc plus difficilement faire valoir leurs droits.

Une ouvrière d'un sous-traitant de Mattel témoigne « J'ai l'impression de travailler dans des conditions proches de l'esclavage pour fabriquer des jouets destinés à l'exportation. Je n'ai même pas le temps de dormir. Je voudrais démissionner, mais ce n'est pas facile : la direction retient quarante-cinq jours de notre salaire ». Ces propos sont représentatifs de ce que vivent les ouvrières au quotidien et les témoignages et enquêtes rendus publics par l'association Sacom (lire page 4) le confirment. ▲



« C'est pas du jeu ! »



Pour faire cesser ces pratiques inhumaines, le seul levier possible est la pression sur les marques occidentales qui sous-traitent la fabrication de leurs articles en Asie. En effet, les conditions de travail des ouvrières chinoises sont intimement liées aux contraintes imposées par les multinationales à leurs sous-traitants : prix d'achat au rabais et délais de livraison trop courts. Ces contraintes deviennent infernales en amont de la période de Noël où, plus que jamais, la pression est mise sur les ouvrières pour produire, en un temps record, les millions de jouets qui seront écoulés dans le monde.

Pour changer les choses, il suffirait que les industriels et distributeurs qui tiennent les rênes du commerce des jouets, particulièrement en Europe et aux États-Unis, en partagent un peu mieux les fruits. Mais si la sécurité des jouets est encadrée

par une législation, notamment européenne et française, il en va tout autrement du volet social des conditions de fabrication. Qui se soucie des ouvrières qui fabriquent les jouets de nos enfants ?

L'association Peuples Solidaires ainsi qu'une coalition d'organisations non gouvernementales en France, en Autriche, en République tchèque, en Pologne et en Roumanie ont initié la campagne « C'est pas du jeu ! » Cette campagne vise à informer les citoyens et les médias, à impliquer les politiques et à amorcer un dialogue avec les producteurs de jouets afin d'améliorer les conditions de travail des ouvriers chinois. ▲

Dossier préparé par Michèle Berzosa

L'industrie du jouet mondialisée

Alors que quelques groupes industriels engrangent d'énormes bénéfices, à l'autre bout de la chaîne, des ouvriers gagnent une misère et perdent leur dignité et leur santé.

UN MARCHÉ FLORISSANT

(chiffres 2010 – hors jeux vidéo - Fédération française des industries du jouet et de la puériculture)

- Le marché du jouet en France a atteint 3058 milliards d'euros, en croissance de +3 %, ce qui classe la France au 2^e rang européen.
 - 218 millions de jouets sont vendus en France.
 - 236 euros sont dépensés en moyenne par an et par enfant français.
 - 6,4% du marché se réalise en octobre, 19,3 % en novembre, 32,4 % en décembre
- Les Français choisiraient la consommation éthique

Le secteur du jouet ne connaît pas la crise ! Un Français sur deux (52 %) achète des jouets dans l'année ou prévoit d'en acheter dans les six prochains mois.

Selon les résultats d'un sondage réalisé et publié par Peuples Solidaires, 83 % des consommateurs français déclarent souhaiter en savoir davantage sur les conditions de production des jouets qu'ils achètent. Et 57 % se déclarent prêts à acheter leurs jouets plus chers s'ils ont l'assurance qu'ils ont été fabriqués de manière éthique.

Face à la réticence des entreprises à produire des jouets éthiques – dont ils prétendent que cela leur coûterait plus cher – le sondage montre qu'au contraire, il existe une forte attente des consommateurs.

Jusque dans les années 60, les jouets étaient essentiellement fabriqués par des petits artisans, notamment en Allemagne. Les jouets allemands dominaient alors le marché européen. Les fabricants rivalisaient de créativité, créaient des poupées, des peluches, des voitures, des trains miniatures, et des jeux qui faisaient la joie des enfants et les aidaient à grandir. Mais l'industrie du jouet a changé. Aujourd'hui, les jouets sont devenus un gigantesque commerce mondialisé, dominé par quelques entreprises américaines comme Mattel ou Hasbro. L'Europe, quant à elle, produit toujours des Playmobil et des Lego. Les multinationales sont apparues dans les années 80 et se sont agrandies en achetant de plus petites entreprises.

Derrière la plupart des jouets et des jeux se cache en fait un monde des affaires dominé par

quelques multinationales et sociétés à capitaux propres. Les sociétés et leurs actionnaires exigeant toujours plus de profits, les coûts de production sont tirés vers le bas. La solution généralement retenue est de sous-traiter dans des pays à faible coût de revient. En Chine, les salaires sont incroyablement faibles et ne sont assortis d'aucune assurance sociale. Plusieurs facteurs sont responsables de cette situation : l'abondance de main-d'œuvre, l'absence de syndicats indépendants, la faiblesse des réglementations environnementales et la possibilité de passer outre le droit national du travail.

Aujourd'hui, l'industrie mondiale du jouet est une structure pyramidale. Au sommet de la pyramide, quelques entreprises font les plus gros profits alors que tout en bas, ils sont des millions à sacrifier leur dignité, leur santé et parfois même leur vie ! ▲

Plus vite, moins cher, plus de profits, moins de sécurité...

1970 :

86 % des jouets vendus aux États-Unis sont fabriqués sur place (60 000 emplois).

Les directeurs gagnent 58 fois le salaire d'un simple ouvrier d'usine.

Les bénéfices des entreprises de jouets américaines s'élèvent à 58 millions de dollars. douze produits ont été rappelés dans l'année.

2007 :

87 % des jouets vendus aux États-Unis sont fabriqués à l'étranger (dont 74 % en Chine).

Les directeurs gagnent 21 000 fois le salaire d'un simple ouvrier d'usine.

Les bénéfices des entreprises de jouets américaines s'élèvent à 930 millions de dollars.

Au cours de la seule année 2007, 120 produits ont été rappelés.

(Public Citizen 2007)



Des ordres de grandeur

- 86,20 % des jouets vendus en Europe sont fabriqués en Chine.
- 61,10 % de tous les jouets importés dans l'Union européenne sont produits en Chine.
- En Chine, 4 millions de personnes travaillent dans l'industrie du jouet, contre 50 000 en Europe (qui travaillent majoritairement dans des secteurs comme la recherche, le design, le marketing).
- 80 % de tous les ouvriers du jouet en Chine sont des femmes.
- Le salaire journalier moyen d'un ouvrier du jouet chinois est d'environ 3,50 euros.
- Un ouvrier du jouet en Chine reçoit 12 centimes pour chaque poupée Barbie vendue environ 15 euros en Europe. La part du coût de la main-d'œuvre se situe habituellement entre 0,4 et 6 %, soit en moyenne 2-3 %, des prix de vente au détail.
- Rien qu'en Chine du Sud, plus de 300 usines travaillent pour le géant du jouet Mattel.
- En Chine, plus de 100 000 personnes meurent chaque année à cause des conditions sécurité déplorables sur leurs lieux de travail.
- Un enfant européen reçoit en moyenne pour une valeur de 158 euros de jouets par an (236 euros pour un enfant français).
- Toutes les secondes, 3 poupées Barbie (Mattel) sont vendues dans le monde.
- En 1995, le PDG de Mattel a gagné plus, en salaire et stock-option, que l'ensemble des personnes travaillant pour Mattel en Chine !
- En 2004, le PDG de Disney, Michael Eisner, a gagné 8 312 373 dollars américains (soit 6 millions d'euros) en salaire et stock-option alors que le revenu moyen par ouvrier du jouet travaillant pour Disney à Shenzhen était d'environ 540 euros la même année.
- Si le distributeur américain Wal-Mart était un État souverain, il serait le 8^e plus gros partenaire commercial de la Chine. ▲



UNE ORGANISATION PYRAMIDALE

Au sommet, dans les sièges internationaux des pays du Nord (USA et UE), on crée de nouveaux jouets et jeux, on développe des marques et on dresse des plans marketing. Ce sont des secteurs à forte valeur ajoutée. Ces entreprises réalisent à elles seules 80 % du chiffre d'affaires total de l'industrie des jouets « made in China ».

Au centre, des maillons intermédiaires (Hong Kong, Corée, Taïwan), sont les relais des grandes marques. Ils s'occupent de l'approvisionnement en matières premières ou des transports. Leurs revenus sont intermédiaires.

Tout en bas (Chine, Thaïlande, Indonésie, Madagascar, Haïti), des milliers d'usines implantées dans des pays à faible coût de revient accomplissent les tâches difficiles d'un travail intensif. Les usines sont en concurrence entre elles pour remporter les contrats des grandes marques. Dans les zones franches, elles proposent aux investisseurs des allègements fiscaux massifs tout en ignorant le droit du travail et les réglementations environnementales.

Des certifications contestables

Il est inquiétant de constater que trois usines incriminées dans les rapports d'enquêtes des partenaires chinois de Peuples Solidaires sont toutes des usines certifiées par la Fédération internationale des industries du jouet (ICTI), dont les limites du processus de certification sont dénoncées depuis de nombreuses années par les ONG.

Solidarité avec « C'est pas du jeu ! »

Indecosa-CGT soutient la campagne lancée par Peuples Solidaire, partage ses revendications et s'associe à ses actions.

La campagne « C'est pas du jeu ! » porte des demandes qui seront déclinées et détaillées par les partenaires de Peuples Solidaires de Hong Kong et de Chine continentale afin de répondre exactement aux attentes des ouvriers pour l'amélioration de leurs conditions de travail et de vie.

Ces revendications sont les suivantes :

- Le respect du droit national du travail.
- La signature systématique de contrats de travail.
- L'absence de travail forcé.
- L'absence de discrimination.
- La fin du travail des enfants.
- La garantie d'un « revenu minimum vital » (plutôt qu'un salaire minimum).
- Des journées de travail qui ne soient pas excessivement longues.
- La garantie de conditions de travail décentes, exemptes de risques pour la santé ou la sécurité.
- L'entière responsabilité des entreprises à l'égard des travailleurs tout au long de leurs chaînes de production.
- La transparence des informations fournies par les entreprises sur leurs chaînes de production.
- Un contrôle indépendant des entreprises ayant adopté un code de conduite par des organismes multipartites de vérification.
- Un système d'audit multipartite dans le cadre du processus de certification du programme « CARE Process » mis en place par le Conseil international de l'industrie du jouet (ICTI).

Des campagnes, des résultats

Sous la pression des campagnes de consommateurs et des médias, la plupart des grandes entreprises

ont développé des codes de conduite qu'elles sont censées respecter elles-mêmes ainsi que leurs fournisseurs. Le Conseil international de l'industrie du jouet (ICTI), une association de l'industrie du jouet, a elle aussi mis en place un code de conduite commun et le programme « CARE Process » qui s'efforce de garantir un « environnement de travail sûr et humain aux ouvriers de l'industrie du jouet partout dans le monde » (www.toy-icti.org).

Pourtant, un rapport de 2008 fait référence à 61 contrôles de qualité, contrôles inopinés dans des usines déjà certifiées ou enregistrées, suite à des faits suspects. Il révèle que l'ensemble des usines auditées ont réussi à tromper les auditeurs.

Faut-il boycotter les grandes marques de jouets ?

Surtout pas ! La campagne « C'est pas du jeu ! » ne cherche pas à faire perdre leurs emplois aux ouvriers. Et puis comment échapper à ces produits lorsqu'on a des enfants ?

Le pire qui pourrait arriver serait que les groupes industriels décident de rompre tout lien avec une usine ou un pays. Nous encourageons les consommateurs à continuer d'acheter des jouets et les entreprises à continuer de les produire, mais en ne mettant pas une pression insoutenable sur les ouvriers pour qu'ils les fabriquent plus vite et moins cher dans des conditions de travail misérables. Nous demandons aux consommateurs de nous aider à exiger de l'industrie qu'elle adopte un comportement responsable et développe des relations éthiques durables avec ses fournisseurs. ▲



PEUPLES SOLIDAIRES ET SACOM

Peuples Solidaires, en association avec ActionAid, agit pour le respect des droits des peuples du monde et pour vaincre la pauvreté. Fondée en 1983, Peuples Solidaires est une association de solidarité internationale. Ses 10 000 membres et 70 groupes locaux soutiennent les hommes et les femmes qui, partout dans le monde, luttent pour leurs droits. Peuples Solidaires informe le public, mobilise les citoyens, alerte les médias, fait pression sur les décideurs et appuie les organisations de la société civile au Sud.

Ses deux priorités sont la souveraineté alimentaire et les droits de l'homme au travail. Depuis 2009, Peuples Solidaires est associé au réseau international ActionAid, présent dans 50 pays.

SACOM (Etudiants et universitaires contre la mauvaise conduite des entreprises) est une ONG chinoise, partenaire de Peuples Solidaires, qui lutte pour l'amélioration des conditions de travail des ouvriers en Chine et notamment dans l'industrie du jouet.

POUR EN SAVOIR PLUS

- Le site de Peuples Solidaires : www.peuples-solidaires.org
- Le site de l'association SACOM : www.sacom.hk
- Indecosa CGT : case 1-1 - 263 rue de Paris 93516 Montreuil cedex, téléphone : 01 48 18 84 18, fax : 01 48 18 84 82, courriel : indecosa@cgt.fr



Bulletin d'adhésion à INDÉCOSA-CGT

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Je fais le choix de me syndiquer CGT (cotisation 1 % du salaire net mensuel) et je deviens adhérent (sauf opposition) à INDÉCOSA-CGT

Je demande à être adhérent d'INDÉCOSA-CGT, cotisation 30 €/an

50 € avec l'abonnement à six numéros d'IN Magazine.

Bulletin à renvoyer à : Indecosa Cgt - case 1-1 - 263 rue de Paris 93516 Montreuil cedex, téléphone : 01 48 18 84 18 fax : 01 48 18 84 82 courriel : indecosa@cgt.fr site : www.indecosa.cgt.fr